

Le Président

Monsieur Gilles de ROBIEN
Ministre de l'Équipement, des Transports,
de l'Aménagement du Territoire, du
Tourisme et de la Mer
246 boulevard Saint-
Germain
75007 PARIS

Objet : Transfert des routes nationales.
Réf : CL/OC/CP/L04-05891.doc

Paris, le 23 novembre 2004

Monsieur le Ministre,

Face aux interrogations des Conseils généraux relatives à la mise en œuvre de la décentralisation des routes nationales, je vous avais saisi par lettre du 23 septembre dernier, afin d'obtenir de votre part des précisions sur certains aspects des opérations de transfert, essentiels pour les collectivités départementales.

Vous nous avez reçus hier, moi-même et mes collègues Louis de BROISSIA, Premier Vice-Président de l'Assemblée des Départements de France, Président du Conseil général de la Côte d'Or et Yves KRATTINGER, Président de la commission « Aménagement du territoire, infrastructures et transports », Président du Conseil général de la Haute-Saône.

Cette audience faisait suite à un travail dense et fructueux mené par les élus et les services de l'ADF avec vos collaborateurs, dans un climat de dialogue et d'échange.

Je tiens à vous remercier tout d'abord de l'accueil que vous nous avez réservé, et des premières réponses que vous nous avez pu nous apporter.

En effet, dans un contexte de décentralisation extrêmement délicate à gérer en termes financiers et budgétaires, ceux-ci restent très vigilants sur les charges transférées, leurs capacités ultérieures, et l'avenir des politiques contractuelles. Et ce, d'autant plus que nos départements, vous le savez, font face à des situations très inégales, ce constat conduisant l'ADF à ne pas partager l'analyse de vos services sur la neutralité financière du décroisement des interventions respectives de l'État et des départements.

Vous avez confirmé à la délégation de l'ADF le principe du « transfert négocié », tel que la loi l'a énoncé, dans le respect duquel vous entendez mettre en œuvre cette décentralisation. Vous nous avez en outre clairement indiqué, en réponse à notre question centrale, que les préfets disposent de marges d'appréciations et de négociations locales, propres à garantir les meilleures conditions de services, et que ces marges de négociation portent notamment sur la consistance du réseau transféré.

.../

.../...

Vous nous avez annoncé que les préfets vont être immédiatement rendus destinataires de la circulaire d'application sur le transfert des routes nationales, décrivant la démarche qu'ils vont devoir mettre en oeuvre en lien étroit avec les Présidents de Conseils généraux et les Directeurs Départementaux de l'Équipement. Selon le calendrier dont vous nous avez fait part, à partir de janvier 2005, les Présidents de Conseil généraux disposeront de trois mois pour donner leur avis sur le réseau qui leur serait transféré.

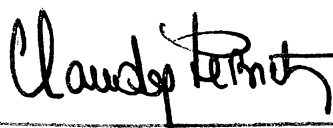
Ainsi que nous en sommes convenus, vous nous communiquerez dans les jours qui viennent, des éléments d'information plus précis, que nous avons évoqués, sur la façon dont vont se conduire, au sein des territoires départementaux, les étapes du transfert : les compétences, les services, et les moyens, dont les ressources humaines, comprenant bien entendu les personnels d'ingénierie et moyens supports comme nous l'avons fortement souhaité mais selon des critères à préciser.

Nous suivrons également avec attention les propositions que vous serez amenés à faire sur les Parcs, suite au rapport que prépare Monsieur COURTIAL, Conseiller d'État, étant entendu que nous appelons là aussi votre attention sur la grande hétérogénéité des situations.

Je ne manquerai pas d'informer l'ensemble des présidents de conseils généraux de l'avancement de nos discussions.

Dans l'attente de la poursuite de ce dialogue aujourd'hui amorcé mais à approfondir,

je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.



Claudy LEBRETON

A tous les PCG

Objet : transfert des routes nationales
Réf : CL/OC/DN/

Paris, le 23 novembre 2004

Monsieur le Président et Cher Collègue,

Face aux interrogations des Conseils généraux relatives à la mise en œuvre de la décentralisation des routes nationales, j'avais saisi le Ministre par lettre du 23 septembre dernier, afin d'obtenir des précisions essentielles pour nos collectivités départementales, sur certains aspects des opérations de transfert, et ce, afin que celles-ci puissent s'effectuer dans des conditions optimales de dialogue et d'échanges dans nos territoires.

Monsieur de ROBIEN nous a reçus le 17 novembre dernier, moi-même et mes collègues Louis de BROISSIA, Premier Vice-président de l'Assemblée des Départements de France, Président du Conseil général de la Côte d'Or et Yves KRATTINGER, Président de la commission « Aménagement du territoire, infrastructures et transports », Président du Conseil général de la Haute-Saône.

L'accueil qui nous a été réservé, et les premiers éléments que le Ministre a pu nous apporter, me paraissent répondre, dans un premier temps et dans une certaine mesure, aux inquiétudes manifestées par nombre de Conseils généraux.

Cependant, à l'heure où les Préfets, qui viennent de recevoir la circulaire de mise en œuvre de ces transferts, s'appêtent à vous saisir, je souhaite vous tenir informé des conditions qui devraient prévaloir dans le dialogue qui s'engage -ou se poursuit-, avec le Préfet et la direction départementale de l'Équipement.

Lors de la rencontre avec le Ministre, j'ai tenu à replacer le transfert des routes dans le contexte de la décentralisation extrêmement délicate à gérer en termes financiers et budgétaires. D'où notre grande vigilance sur les charges transférées, nos capacités ultérieures, et l'avenir des politiques contractuelles. Et ce, d'autant plus que nos Départements font face à des situations très inégales.

En regard de la loi libertés et responsabilités locales, quelle sera donc la marge de négociation des Présidents de Conseils généraux ?

Le Ministre a confirmé à la délégation de l'ADF le principe du « transfert négocié », tel que la loi l'a énoncé, dans le respect duquel il entend mettre en œuvre cette décentralisation. Dans l'objectif d'un meilleur service, et d'une cohérence d'un réseau routier national, mais aussi interdépartemental et départemental.

Il a en outre clairement indiqué, en réponse à notre question centrale, que les préfets disposent de marges d'appréciations et de négociations locales, qui portent notamment sur la consistance du réseau transféré.

Ceci me paraît d'autant plus important que les décroissements financiers des CPER, qui ont prévalu dans le calcul des compensations financières, pénalisent certains départements : une dizaine selon le Ministère, qui souhaite apporter une réponse spécifique à ceux-ci, trois fois plus selon une première estimation de l'ADF. De plus, les projets transférables inscrits ou en cours de réalisation dans le cadre des CPER actuels devront être attentivement examinés, afin qu'une solution en permette une prise en charge équitable.

Ont été évoqués également avec le Ministre les chantiers qui s'engagent avec le transfert des routes : l'état des lieux des routes transférées, le transfert des personnels (art 7 et art 6), le problème des voiries de l'Etat en agglomération, le réseau scientifique et technique, le devenir de la DDE en milieu rural.

L'attitude des Régions, face à l'achèvement des contrats de plan en cours, et à l'avenir sur les politiques contractuelles, a également fait l'objet d'interrogations. Outre une démarche envisagée par le Ministre, l'ADF ne manquera pas de se rapprocher de l'ARF pour engager des discussions.

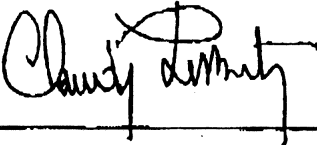
Le Ministre devrait communiquer à l'ADF, très prochainement, des précisions sur la façon dont vont se conduire, au sein des territoires départementaux, les étapes du transfert: les compétences, les services, et les moyens, dont les ressources humaines, comprenant bien entendu les personnels d'ingénierie et moyens supports comme nous l'avons fortement souhaité mais selon des critères à préciser.

Lors de ce même entretien, nous avons évoqué la question des Parcs et appelé, là aussi, l'attention du Ministre sur la grande hétérogénéité des situations. Nous resterons attentifs aux propositions du rapport que prépare Monsieur COURTIAL, Conseiller d'Etat.

Vous trouverez ci-joint la copie de la circulaire du 18 novembre 2004 et la carte du réseau routier national en projet, qui doivent servir de support aux premières discussions. En fonction du calendrier prévu, les Conseils généraux ont jusqu'à fin mars 2005 pour rendre un avis. Je souhaite que ces délais puissent offrir le temps nécessaire à un dialogue fructueux.

Nos échanges avec le Ministère doivent bien évidemment se poursuivre. Je ne manquerai pas de vous informer très régulièrement de l'avancement de nos discussions. En revanche, je vous remercie de bien vouloir me faire parvenir toutes les questions spécifiques que vous pose ce transfert des routes. Je m'attacherai à ce qu'elles puissent trouver une réponse, dans le cadre national.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Président et Cher Collègue, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Claudy LEBRETON

PJ :

- Lettre au Ministre de l'Équipement
- Circulaire du Ministère de l'Équipement du 18 novembre 2004
- Carte nationale du réseau routier national potentiel (base de discussion)